



Partie 2

LOIS ET RÈGLEMENTS

10 novembre 2022 / 154^e année

Sommaire

Table des matières
Projets de règlement

AVIS AUX USAGERS

La *Gazette officielle du Québec* est le journal par lequel le gouvernement du Québec rend officielles ses décisions. Elle est publiée en deux éditions distinctes en vertu de la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et sur la Commission des partenaires du marché du travail (chapitre M-15.001) et du Règlement sur la *Gazette officielle du Québec* (chapitre M-15.001, r. 0.1).

La Partie 1, intitulée «Avis juridiques», est publiée au moins tous les samedis. Lorsque le samedi est un jour férié, l'Éditeur officiel du Québec est autorisé à la publier la veille ou le lundi suivant.

La Partie 2 «Lois et règlements» et sa version anglaise Part 2 «Laws and Regulations» sont publiées au moins tous les mercredis. Lorsque le mercredi est un jour férié, l'Éditeur officiel du Québec est autorisé à la publier la veille ou le lendemain.

Partie 2 — LOIS ET RÈGLEMENTS

Internet

La version intégrale de la *Gazette officielle du Québec* Partie 2 est disponible gratuitement et chaque numéro est diffusé le mercredi à 0h01 à l'adresse suivante:

www.publicationsduquebec.gouv.qc.ca

Contenu

Règlement sur la *Gazette officielle du Québec*, article 3

La Partie 2 contient :

- 1° les lois sanctionnées;
- 2° les proclamations et les décrets d'entrée en vigueur des lois;
- 3° les règlements et les autres actes de nature législative dont la publication à la *Gazette officielle du Québec* est requise par la loi ou par le gouvernement;
- 4° les décrets du gouvernement, les décisions du Conseil du trésor et les arrêtés ministériels dont la publication est requise par la loi ou par le gouvernement;
- 5° les règlements adoptés par les tribunaux judiciaires et administratifs;
- 6° les projets des textes mentionnés aux paragraphes 3° et 5° dont la publication à la *Gazette officielle du Québec* est requise par la loi avant qu'ils soient pris, adoptés ou délivrés par l'autorité compétente ou avant leur approbation par le gouvernement, un ministre, un groupe de ministres ou par un organisme du gouvernement;
- 7° tout autre document non visé à l'article 2 ou au présent article et dont la publication est requise par le gouvernement.

Tarif*

1. Abonnement annuel à la version imprimée

Partie 1 «Avis juridiques»:	555 \$
Partie 2 «Lois et règlements»:	761 \$
Part 2 «Laws and Regulations»:	761 \$
2. Acquisition d'un exemplaire imprimé de la *Gazette officielle du Québec* : 11,88 \$.
3. Publication d'un document dans la Partie 1 :
1,91 \$ la ligne agate.
4. Publication d'un document dans la Partie 2 :
1,27 \$ la ligne agate.
Un tarif minimum de 278 \$ est toutefois appliqué pour toute publication inférieure à 220 lignes agate.

* **Les taxes ne sont pas comprises.**

Conditions générales

Les fichiers électroniques du document à publier, une version Word et un PDF avec signature d'une personne en autorité, doivent être transmis par courriel (gazette.officielle@servicesquebec.gouv.qc.ca) et être reçus **au plus tard à 11 h le lundi** précédant la semaine de publication. Les documents reçus après la date de tombée sont publiés dans l'édition subséquente.

Le calendrier des dates de tombée est disponible sur le site Internet des Publications du Québec.

Dans son message, l'annonceur doit clairement indiquer les coordonnées de la personne à qui la facture doit être acheminée (nom, adresse, téléphone et courriel).

Pour toute demande de renseignements, veuillez communiquer avec :

Gazette officielle du Québec

Courriel : gazette.officielle@servicesquebec.gouv.qc.ca

425, rue Jacques-Parizeau, 5^e étage

Québec (Québec) G1R 4Z1

Abonnements

Pour un abonnement à la version imprimée de la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec :

Les Publications du Québec

Service à la clientèle – abonnements

425, rue Jacques-Parizeau, 5^e étage

Québec (Québec) G1R 4Z1

Téléphone: 418 643-5150

Sans frais: 1 800 463-2100

Télécopieur: 418 643-6177

Sans frais: 1 800 561-3479

Toute réclamation doit nous être signalée dans les 20 jours suivant la date d'expédition.

Table des matières

Page

Projets de règlement

Déclaration obligatoire de certaines émissions de contaminants dans l'atmosphère	6557B
--	-------

Projets de règlement

Projet de règlement

Loi sur la qualité de l'environnement
(chapitre Q-2)

Déclaration obligatoire de certaines émissions de contaminants dans l'atmosphère — **Modification**

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10, 12 et 13 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), que le projet de règlement modifiant le Règlement sur la déclaration obligatoire de certaines émissions de contaminants dans l'atmosphère, dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être édicté par le ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs à l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement prévoit des assouplissements concernant les visites qui doivent être effectuées dans le cadre de la vérification de la déclaration d'émissions de gaz à effet de serre.

Il prévoit une mise à jour du tableau concernant les facteurs d'émission de gaz à effet de serre par défaut pour les provinces canadiennes ainsi que pour certains marchés nord-américains.

Il prévoit en outre des modifications aux protocoles QC.1 et QC.30, concernant respectivement les méthodes d'estimation des données manquantes et les renseignements particuliers à déclarer pour les distributeurs de carburants et de combustibles.

Ce projet de règlement prévoit également des modifications de concordance avec le Règlement concernant le système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre (chapitre Q-2, r. 46.1).

À cet égard, il prévoit une obligation de déclaration pour les émetteurs qui se sont inscrits au système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre sur la base d'une démonstration d'atteinte ou de dépassement du seuil permettant une inscription volontaire au système en vertu du Règlement concernant le système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre. Il prévoit également une prolongation du délai pendant lequel un émetteur doit déclarer

ses émissions, lorsque celui-ci a fait une demande conformément à ce règlement pour demeurer inscrit au système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre malgré le fait que ses émissions soient en deçà du seuil de déclaration depuis 4 années consécutives.

Conformément aux articles 12 et 13 de la Loi sur les règlements, ce projet pourra être édicté dans un délai inférieur à celui de 45 jours prévu à l'article 11 de cette loi en raison de l'urgence due aux circonstances suivantes :

— les modifications apportées au tableau concernant les facteurs d'émission de gaz à effet de serre par défaut pour les provinces canadiennes ainsi que pour certains marchés nord-américains doivent être applicables dès le 1^{er} janvier 2023 afin que les émissions de contaminants de l'année 2023 soient déclarées conformément à ces nouvelles exigences;

— les émetteurs qui s'inscrivent hâtivement au système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre en vertu du deuxième alinéa de l'article 2.1 du Règlement concernant le système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre et les émetteurs qui ont transmis un avis informant le ministre de leur intention de demeurer inscrit à ce système en vertu du sixième alinéa de l'article 19 de ce règlement doivent déclarer leurs émissions de gaz à effet de serre conformément aux modifications apportées par le projet de règlement dès le 1^{er} janvier 2023, car ces renseignements sont nécessaires à l'application du Règlement concernant le système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre.

Des renseignements additionnels concernant ce projet de règlement peuvent être obtenus en s'adressant à monsieur Olivier Lacroix, ingénieur, de la Direction des inventaires et de la gestion des halocarbures, ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs téléphone : 418 521-3868, poste 4542; courrier électronique : olivier.lacroix@environnement.gouv.qc.ca.

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler au sujet de ce projet de règlement peut les faire parvenir par écrit, avant l'expiration du délai de 30 jours, à madame Vicky Leblond, directrice de la Direction des inventaires et de la gestion des halocarbures, ministère

de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, édifice Marie-Guyart, 675, boulevard René-Lévesque Est, 5^e étage, boîte 30, Québec (Québec) G1R 5V7; courrier électronique: vicky.leblond@environnement.gouv.qc.ca.

Le ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs,
BENOIT CHARETTE

Règlement modifiant le Règlement sur la déclaration obligatoire de certaines émissions de contaminants dans l'atmosphère

Loi sur la qualité de l'environnement
(chapitre Q-2, a. 2.2 et 46.2)

1. Le Règlement sur la déclaration obligatoire de certaines émissions de contaminants dans l'atmosphère (chapitre Q-2, r. 15) est modifié, dans le premier alinéa de l'article 6.1, par l'insertion, après «pendant 4 années consécutives», de «ou, dans les cas prévus au septième alinéa de l'article 19 ou au quatrième alinéa de l'article 19.0.1 du Règlement concernant le système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre (chapitre Q-2, r. 46.1), pendant 9 années consécutives,».

2. L'article 6.1.1 de ce règlement est modifié :

1^o par l'insertion, après «pendant 4 années consécutives», de «ou, dans les cas prévus au septième alinéa de l'article 19 du Règlement concernant le système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre, pendant 9 années consécutives»;

2^o par l'ajout, à la fin, des alinéas suivants :

«Tout émetteur visé au deuxième alinéa de l'article 2.1 du Règlement concernant le système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre doit déclarer ses émissions au ministre conformément à la présente section tant qu'il est tenu de couvrir ses émissions en vertu de l'article 19.0.1 de ce règlement.

Les cinquième, sixième et septième alinéas de l'article 6.1 s'appliquent aux émetteurs visés au présent article, compte tenu des adaptations nécessaires.»

3. L'article 6.6 de ce règlement est modifié, dans le quatrième alinéa :

1^o par le remplacement, après «au deuxième alinéa de l'article 6.1 ou», de «à» par «au premier alinéa de»;

2^o par l'insertion, après «pendant 4 années consécutives», de «ou, dans les cas prévus au septième alinéa de l'article 19 du Règlement concernant le système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre, pendant 9 années consécutives».

4. L'article 6.6.1 de ce règlement est modifié par le remplacement, après «la personne ou la municipalité visée», de «à l'article 2.1 de» par «au premier alinéa de l'article 2.1 du».

5. L'article 6.8 de ce règlement est modifié :

1^o par l'insertion, dans le paragraphe 2 du premier alinéa, après «comporter» de «, sur une période de 3 années consécutives,»;

2^o par le remplacement du deuxième alinéa par les alinéas suivants :

«Malgré le paragraphe 2 du premier alinéa, une visite doit être effectuée au cours d'une année dans les cas suivants :

a) il s'agit de la première vérification effectuée par l'organisme de vérification pour cet établissement ou cette entreprise;

b) l'organisme de vérification n'a pas effectué la vérification de la déclaration de cet établissement ou de cette entreprise depuis au moins 3 années;

c) la précédente vérification a mené à une conclusion négative quant à l'exactitude et la fiabilité de la déclaration;

d) il y a eu un changement d'exploitant de l'établissement ou de l'entreprise depuis la précédente vérification;

e) il y a eu des changements dans les sources d'émission ou les types d'unité étalon depuis la précédente vérification;

f) le vérificateur désigné par l'organisme de vérification est d'avis qu'il est nécessaire d'effectuer une visite;

g) la vérification est effectuée dans le cadre de la fermeture définitive de l'établissement ou de la dissolution de l'entreprise, en vertu du septième alinéa de l'article 6.1 ou du troisième alinéa de l'article 6.1.1.

Dans le cas d'un émetteur effectuant le transport ou la distribution d'électricité ou de gaz naturel, l'exploration ou l'exploitation de pétrole ou de gaz naturel ou la distribution de carburants et de combustibles, une visite doit permettre un échantillonnage représentatif de ses installations.»

6. L'article 6.9 de ce règlement est modifié :

1^o par la suppression, dans le paragraphe 3, de « ainsi que la date de toute visite de l'entreprise, de l'installation ou de l'établissement »;

2^o par l'ajout, après le paragraphe 3, du paragraphe suivant :

«3.1^o le cas échéant, la date de toute visite de l'entreprise, de l'installation ou de l'établissement et, si la visite est effectuée en vertu du deuxième alinéa de l'article 6.8, le cas la justifiant;».

7. L'article 9.7 de ce règlement est abrogé.

8. L'annexe A.2 de ce règlement est modifiée :

1^o dans l'équation 1-19 de QC.1.6 dans le protocole QC.1 :

a) par l'insertion, dans le deuxième tiret du sous-paragraphe ii., après « l'année de déclaration pour laquelle le calcul est fait », de « , sauf dans le cas de la teneur en eau. Dans ce dernier cas, remplacer la donnée manquante par la donnée échantillonnée ou analysée la plus basse obtenue au cours de l'année de déclaration pour laquelle le calcul est fait »;

b) par l'insertion, dans le troisième tiret du sous-paragraphe ii., après « au cours des 3 dernières années », de « , sauf dans le cas de la teneur en eau. Dans ce dernier cas, remplacer la donnée manquante par la donnée échantillonnée ou analysée la plus basse obtenue au cours des 3 dernières années »;

2^o par le remplacement, dans le protocole QC.17 du tableau 17-1 de QC.17.4 par le suivant :

« Tableau 17-1. Facteurs d'émission de gaz à effet de serre par défaut pour les provinces canadiennes ainsi que pour certains marchés nord-américains, en tonnes métriques en équivalent CO₂ par mégawattheure

Provinces canadiennes et marchés nord-américains	Facteur d'émission par défaut (tonne métrique de GES/MWh)
Terre-Neuve et Labrador	0,024
Nouvelle-Écosse	0,674
Nouveau-Brunswick	0,292
Québec	0,002
Ontario	0,025
Manitoba	0,001
Vermont	0,004
New England Independent System Operator (NE-ISO), comprenant en tout ou en partie les États suivants :	
- Connecticut	
- Massachusetts	0,259
- Maine	
- Rhode Island	
- Vermont	
- New Hampshire	
New York Independent System Operator (NY-ISO)	0,207
Pennsylvania Jersey Maryland Interconnection Regional Transmission Organization (PJM-RTO), comprenant en tout ou en partie les États suivants :	
- Caroline du Nord	
- Delaware	
- Indiana	
- Illinois	
- Kentucky	
- Maryland	0,420
- Michigan	
- New Jersey	
- Ohio	
- Pennsylvanie	
- Tennessee	
- Virginie	
- Virginie occidentale	
- District de Columbia	

Provinces canadiennes et marchés nord-américains	Facteur d'émission par défaut (tonne métrique de GES /MWh)
--	--

Midwest Independent Transmission System Operator (MISO-RTO), comprenant en tout ou en partie les États suivants :

- Arkansas
- Dakota du Nord
- Dakota du Sud
- Minnesota
- Iowa
- Missouri
- Wisconsin
- Illinois
- Michigan
- Indiana
- Montana
- Kentucky
- Texas
- Louisiane
- Mississippi
- Manitoba

0,467

Southwest Power Pool (SPP), comprenant en tout ou en partie les États suivants :

- Kansas
- Oklahoma
- Nebraska
- Nouveau-Mexique
- Texas
- Louisiane
- Missouri
- Arkansas
- Iowa
- Minnesota
- Montana
- Dakota du Nord
- Dakota du Sud
- Wyoming

0,462

»;

3° par l'insertion, dans le paragraphe 3.2 du premier alinéa de QC.30.2 dans le protocole QC.30, après « une attestation signée par la personne », de « responsable de la déclaration de l'établissement ou, dans le cas d'une personne à l'extérieur du Québec, par la personne », et après « pour chaque type de carburant et de combustible », de « , ainsi que les numéros des protocoles associés à la consommation des types de carburant, pour chaque établissement visé ».

9. Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2023.

78550